

Questions au Feuilleton

L'hon. John Roberts (secrétaire d'État): La Société Radio-Canada me transmet les renseignements suivants: a) \$548,118. b) \$710,027.

LES MONTANTS DÉPENSÉS DANS LA CIRCONSCRIPTION DE KOOTENAY-OUEST

Question n° 2925—**M. Brisco:**

De (i) 1968 à 1974 (ii) 1974 à ce jour, quelle est la meilleure approximation quant aux montants dépensés par le ministère des Transports dans la circonscription électorale de Kootenay-Ouest, au chapitre des transports a) aérien, b) maritime, c) ferroviaire, d) routier, y compris les subventions recommandées par la Commission canadienne des transports?

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): a) (i) 368,148; (ii) 1,388,145. b) (i) Néant; (ii) Néant. c) (i) Néant; (ii) Néant. d) (i) Néant; (ii) Néant.

LES MONTANTS DÉPENSÉS DANS KOOTENAY-OUEST

Question n° 2926—**M. Brisco:**

Quelle est la meilleure approximation quant aux montants dépensés par le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, y compris les dépenses effectuées dans le cadre a) du programme PIL, b) des programmes Canada au travail et Jeunesse Canada au travail, c) d'autres programmes générateurs d'emplois dans la circonscription électorale de Kootenay-Ouest, de (i) 1968 à 1974 (ii) 1974 jusqu'à ce jour?

L'hon. Bud Cullen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): (i) a) \$1,029,342. b) Sans objet. c) Non disponible. (ii) a) \$1,581,899. b) \$ 303,085. c) \$225,283 (PJ, PACLE et Compagnie des travailleurs d'été).

LES PERMIS D'IMPORTATION D'ŒUFS

Question n° 2929—**M. Beatty:**

1. Combien de sociétés différentes ont reçu des permis d'importation d'œufs entre le 1^{er} janvier 1976 et le 31 mai 1977?

2. Combien de permis d'importation ont été accordés à chaque société au cours de cette période de temps?

3. Quelle quantité d'œufs chaque société a-t-elle importée au cours de cette même période de temps?

M. Hugh Poulin (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce): 1. Au cours de la période allant du 1^{er} janvier 1976 au 31 mai 1977, 188 entreprises ont obtenu des licences d'importation pour importer des œufs au Canada.

2. A cause de l'aspect confidentiel que revêt la délivrance de licences permettant l'importation de marchandises apparaissant sur la Liste des importations contrôlées, il est impossible de révéler combien de licences d'importation ont été délivrées à chaque entreprise les autorisant à importer des œufs au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 31 mai 1977. Cependant, au cours de cette même période, 330 licences ont été délivrées aux 188 entreprises.

3. Au cours de la période mentionnée, 655,560 caisses d'œufs en contenant chacune 15 douzaines, ont pu être importées au Canada.

LA CONSULTATION AVEC L'ALLIANCE DE LA FONCTION PUBLIQUE AU SUJET DES DÉMÉNAGEMENTS DE LA CAPITALE NATIONALE

Question n° 2931—**M. Darling:**

1. A-t-on consulté l'Alliance de la Fonction publique du Canada avant que ne soient annoncés les déménagements suivants de la région de la Capitale nationale: a) le Bureau central et la Direction des rentes de la Commission de l'assurance-chômage de Bathurst (N.-B.), b) la (i) Division des pensions de retraite de Moncton (N.-B.) (ii) Division du remboursement des chèques de Matane (Qué.) du ministère des Approvisionnements et Services, c) la Commission des pensions et autres du ministère des Affaires des anciens combattants de

[M. Brisco.]

Charlottetown (I.-du-P.-E.), d) le Centre de données fiscales de (i) Saint-Jean (T.-N.) (ii) Chicoutimi-Jonquière (Qué.) (iii) Shawinigan (Qué.) (iv) Winnipeg (Man.) (v) Surrey (C.-B.) du ministère du Revenu, e) le Service hydrographique du Canada de (i) Victoria (C.-B.) (ii) Burlington (Ont.) (iii) Québec (Qué.) (iv) Dartmouth (N.-É.) du ministère de l'Environnement et, dans l'affirmative, quels ont été ces entretiens?

2. S'est-on entretenu avec les gouvernements des a) municipalités, b) provinces où les unités déménageront et, dans l'affirmative, quelle forme ces entretiens ont-ils prise dans chaque cas?

L'hon. Robert K. Andras (président du Conseil du Trésor):

1. Des discussions eurent lieu avec l'Alliance de la Fonction publique du Canada, soit au niveau national ou au niveau de l'élément, avant l'annonce de la réinstallation des unités de travail énumérés à la partie 1 de la question 2,931. Les discussions eurent lieu sur des sujets tels que le nombre d'années-personnes affectées par la réinstallation, l'identité des unités de travail devant être réinstallées, le nom de la localité qui doit accueillir les unités de travail, la date prévue de mise en œuvre de la réinstallation, et/ou la date prévue de l'annonce publique.

2. Des discussions avec les gouvernements municipaux et provinciaux n'ont pas eu lieu avant l'annonce de la réinstallation.

LE TRAITEMENT DES CADRES DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES BREVETS ET D'EXPLOITATION LIMITÉE

Question n° 2933—**M. Robinson:**

Quel est le traitement a) de l'agent exécutif, b) du directeur, c) du président, d) du vice-président, e) des membres de la Société canadienne des brevets et d'exploitation limitée?

L'hon. James Hugh Faulkner (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): En ce qui concerne la Société canadienne des brevets et d'exploitation limitée: a) Gestionnaire général. Traitement: \$33,750-\$38,750. b) Sans objet. c) Sans objet. d) Sans objet. e) Sans objet.

LE TRAITEMENT DES CADRES DU SERVICE CANADIEN DES PÉNITENCIERS

Question n° 2936—**M. Robinson:**

Quel est le traitement a) de l'agent exécutif, b) du directeur, c) du président, d) du vice-président, e) des membres du Service pénitentiaire?

L'hon. Francis Fox (solliciteur général): Voici les titres et échelles de traitement des cadres supérieurs du Service canadien des pénitenciers:

Titre	Échelle de traitement
Commissaire	\$41,000—\$54,000
Commissaire adjoint Programme des détenus	\$33,300—\$46,300
Commissaire adjoint Services opérationnels	\$33,300—\$46,300
Commissaire adjoint Sécurité	\$33,300—\$46,300
Directeur général Service de santé	\$37,500—\$52,300
Directeur général Ressources humaines	\$29,000—\$40,800
Directeur régional (5)	\$29,000—\$40,800

LE PROJET DE LA ROUTE DEMPSTER

Question n° 2942—**M. Nielsen:**

1. Le bâtiment sis près du pont de la rivière Eagle a-t-il été détruit lorsqu'ont pris fin les travaux de construction de la route Dempster cette année?